

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70271
50001 Saint-Lô cedex

Saint-Lô, le 02/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



COMMUNE DE CHEF DU PONT

8 RUE DE LA LIBERATION
50480 SAINTE-MERE-EGLISE

Références :2022-50-154
Code AIOT : 0005302049

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 sur la **station d'épuration de la commune de Chef-du-Pont**, implantée sur partie de la parcelle cadastrée OB 346. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une action dite "coup de poing" portant sur la thématique des rejets en eau. Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la 2ème journée, le contrôle portant sur une période de 24h.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMMUNE DE CHEF DU PONT
- 8 RUE DE LA LIBERATION 50480 SAINTE-MERE-EGLISE
- Code AIOT : 0005302049
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La station d'épuration de Chef du Pont est une ancienne installation communale, désormais dédiée au traitement des effluents de 2 établissements agroalimentaires.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : Contrôle inopiné de la qualité des rejets dans le milieu naturel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Point de contrôle provenant d'une <u>précédente</u> inspection | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Contrôle inopiné | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V | / | Sans objet |
| 2 | Mesure du débit | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51 | / | Sans objet |
| 3 | Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse | Autre du 14/02/2022, article 2.1.2 | / | Sans objet |
| 4 | Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse | Autre du 14/02/2022, article 2.1.4 | / | Sans objet |
| 5 | Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse | Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5 | / | Sans objet |
| 6 | Conditions de rejet | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions adoptées par l'exploitant et son prestataire permettent de maintenir en état de fonctionnement, la chaîne de mesure des paramètres à respecter avant rejet des effluents au milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Pose matériel |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant. |
| Constats : Bien qu'inopiné, l'exploitant a su se rendre disponible pour le contrôle. Un emplacement adapté au même endroit que là où est faite l'autosurveillance de l'exploitant, est prévu pour le prélèvement par le laboratoire en charge du contrôle inopiné. La mise en place et le calage des matériels de prélèvement pour le contrôle, se sont effectués dans des conditions satisfaisantes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Mesure du débit

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réglage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives. |
| Constats : Les instruments de mesures pour les paramètres in situ (T°, pH, et débit) étaient bien en place. En raison de son dysfonctionnement, le remplacement de la sonde pH avait déjà été engagé la veille. Son remplacement est intervenu dans la journée. Les vérifications du pH par le laboratoire ont assuré que les rejets s'effectuaient dans de bonnes conditions. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Mesure du débit – Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

| |
|---|
| Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : |

| |
|--|
| <p>Extraits :</p> <p>Les dispositifs de mesure de débit en continu devront être conformes aux normes en vigueur et respecter les prescriptions techniques définies par les constructeurs. Ils seront équipés d'enregistreurs et de totalisateurs. Les installations de mesure devront être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.</p> <p>Les dispositifs de mesure de débit devront faire l'objet d'un contrôle de conformité de l'organe de mesure ou de l'installation vis-à-vis des prescriptions normatives et des constructeurs. Ils devront également faire l'objet d'un suivi métrologique rigoureux et documenté. Ce suivi métrologique peut être réalisé par une mesure comparative exercée sur site (débitmètre, jaugeage...) ou par une vérification effectuée sur un banc de mesure au sein d'un laboratoire accrédité.</p> <p>Les enregistreurs et les totalisateurs devront également être conformes aux normes en vigueur. Les installations de comptage doivent être accessibles et leur implantation ne pas mettre en péril la sécurité du personnel.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le remplacement préventif de la sonde pH démontre l'existence de procédures d'entretien et de suivi du matériel de mesure, et de leur mise en application. La transparence de l'eau et la présence dans le fossé, canal de rejet dans le milieu récepteur, de nombreuses plantes aquatiques, de batraciens, de dytiques et d'un rat musqué, atteste de la non nocivité des eaux rejetées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 4 : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.4</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Extraits :</u></p> <p>Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux.</p> <p>(...)</p> <p>A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Confiées à un laboratoire agréé, les conditions d'échantillonnage se sont effectuées dans de bonnes conditions.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 5 : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p> |
| <p>Prescription contrôlée : <u>Extraits :</u></p> <p>Un dialogue étroit entre l'opérateur de prélèvement et le laboratoire est à mettre en place préalablement à la mise en œuvre du programme de surveillance des émissions, afin que</p> |

| |
|--|
| <p>l'opérateur ait à disposition les consignes écrites spécifiques sur le remplissage (ras-bord par exemple), le rinçage des flacons, le conditionnement des échantillons (ajout de conservateurs avec leurs quantités), l'utilisation des réactifs, l'identification des flacons et des enceintes et la durée de mise au froid des blocs eutectiques avant utilisation.</p> <p>La sélection du flaconnage (nature et volume) et des réactifs de conditionnement (le cas échéant) devra s'appuyer sur les normes spécifiques au paramètre étudié ou à la norme NF EN ISO 5667-3. A défaut d'information dans les normes pour certaines substances organiques, les flacons en verre, brun ou protégés de la lumière, équipés de bouchons inertes (capsule téflon®) devront être mis en œuvre.</p> <p>La traçabilité documentaire des opérations de terrain devra être assurée à toutes les étapes de la préparation de la campagne jusqu'à la restitution des données. Les opérations de terrain proprement dites devront être tracées.</p> <p>Une étape d'homogénéisation du volume collecté devra être réalisée avant et pendant la distribution dans les différents flacons destinés à l'analyse.</p> <p>La répartition dans les différents flacons devra se faire loin de toute source de contamination, flacon par flacon, ce qui correspond à un remplissage du flacon en une seule fois. Les flacons destinés à l'analyse des composés volatils doivent être remplis en premier.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Confiées à un laboratoire agréé, les conditions d'échantillonnage se sont effectuées dans de bonnes conditions.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

N° 6 : Conditions de rejet

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</p> <p>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La transparence de l'eau et la présence dans le fossé canal de rejet dans le milieu récepteur, de nombreuses plantes aquatiques, de batraciens, de dytiques et d'un rat musqué, atteste de la non nocivité des eaux rejetées dans le Merderet, affluent du fleuve côtier La Douve.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |
| <p>Proposition de suites : Sans objet</p> |

-----<<<<0>>>>-----